

Direction de la Stratégie

La Directrice générale

Direction départementale d'Indre-et-Loire

à

Affaire suivie par :

Monsieur le Président du Conseil d'Administration  
EHPAD «Résidence Louise de la Vallière»  
10 rue de la Vallerie  
37330 CHATEAU-LA-VALLIERE

Secrétariat de la DD (ARS-DD37)

Tél. : 02 38 [REDACTED]  
[REDACTED]

N/Réf : 2025-DS-068

V/Réf : votre courrier du 11/02/2025

Date : 07 MARS 2025

Lettre R.A.R. n° 2C17211986412

**Objet : 37\_ CHATEAU-LA-VALLIERE \_EHPAD Résidence Louise de la Vallière \_contrôle sur pièces du 10 juin 2024\_notification décisions administratives définitives.**

Monsieur le Président,

L'Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) « Résidence Louise de la Vallière » situé 10 rue de la Vallerie à CHATEAU-LA-VALLIERE (Indre-et-Loire) a été contrôlé par mes services, à compter du 10 juin 2024, date de la demande de transmission des pièces sur l'outil « Collecte-pro ».

Le 14 janvier 2025, je vous ai fait part des mesures que j'envisageais de prendre sur la base du rapport remis par la mission de contrôle et je vous demandais alors de me faire part de vos observations sur celles-ci dans un certain délai.

Par courrier du 11 février 2025, vous me les avez adressées et elles ont fait l'objet d'une analyse interne, notamment par la mission de contrôle.

Vous y déclariez avoir procédé à la mise en œuvre de certaines de ces mesures correctives et vous en attestiez par l'envoi de preuves documentaires : j'en prends acte, étant précisé que la parfaite exécution de l'ensemble de ces mesures et leur maintien dans la durée relèvent de votre responsabilité, sous le bénéfice, par mes services, du suivi du contrôle.

Concernant votre observation sur les projets personnalisés, j'ai bien pris note de votre argumentation portant sur l'impossibilité de réaliser tous les projets personnalisés des résidents compte tenu de la population qui est susceptible d'évoluer rapidement dans l'établissement. Toutefois, la recommandation de la HAS sur le sujet invite à avoir une lecture différente (cf. fiche, repère<sup>1</sup> « Le projet personnalisé : une dynamique du parcours d'ac-

---

<sup>1</sup> Fiche repère sur le projet personnalisé- octobre 2018 <https://www.has-sante.fr>

compagnement (volet EHPAD) octobre 2018) qui est d'ailleurs en cohérence avec la réalisation du projet personnalisé à 3 mois de l'admission du résident dans l'EHPAD que vous avancez. Aussi, en l'absence de transmission d'un document actualisé sur le suivi des projets des résidents, qui confirme la réalisation des projets personnalisés des résidents à trois mois de l'admission comme indiqué dans votre courrier, ce qui d'ailleurs est conforme aux orientations susvisées de la HAS, je ne peux que maintenir la mesure administrative correspondante. En effet, la liste transmise lors du contrôle montre au demeurant que les projets ne sont pas réalisés à trois mois de l'admission.

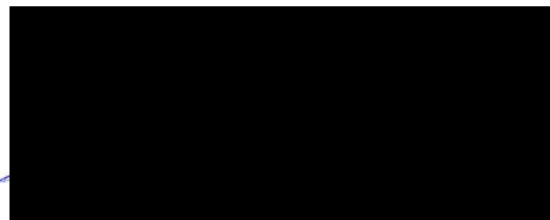
Au final, au regard de vos premiers éléments de réponses, je confirme uniquement la mesure 3.4 lui conférant ainsi la nature de décision administrative définitive.

Dans le respect des échéances formalisées dans ce même tableau, vous voudrez bien adresser désormais aux services de la Direction départementale (*cf. supra* l'adresse électronique de son secrétariat) les preuves documentaires de la mise en œuvre des mesures afin de permettre sa levée.

Par ailleurs, les informations relatives à la protection des données personnelles sont annexées au présent courrier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la Directrice générale de l'ARS et par délégation,



Directeur de la Stratégie

Copie :

- Direction de l'établissement
- Conseil Départemental d'Indre et Loire

*Dans le délai de deux mois à compter de sa notification à la personne bénéficiaire, la présente décision pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire et/ou d'un recours contentieux selon toutes voies de procédure devant le tribunal compétent par voie postale à l'adresse Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie - 45000 ORLÉANS ou par voie électronique via l'application Télérecours : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

## RÉTABLISSEMENT DES GARANTIES NÉCESSAIRES À L'ACCUEIL DE PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES

Nature des mesures, hors cas de l'urgence :

- « recommandation » : manquement à risque faible objet d'une remarque en l'absence de référence juridique
- « prescription » : risque avéré, latent, lié à un écart constaté ; écart = non-conformité à une référence juridique fixant une obligation de faire ou de ne pas faire
- « injonction » : risque patent, critique lié à un écart constaté ; doit être prévue par une mesure « lourde », fixée par la loi (exécution ordonnée, astreintes & sanctions financières, administration provisoire, suspension/cessation, action sur les autorisations,...) : exemples : art. L. 313-14 à -18 CASF, L6122-13 CSP.

2024_CVL_00122	37_CHÂTEAU-LA-VALLIERE_EHPAD Résidence Louise de la Vallière					370000648
Contrôle du 10/06/2024						
N°	LIBELLÉ	NATURE			JUSTIFICATIONS FORMELLES : lois et règlements, directives, recommandations professionnelles externes	ÉCHÉANCE
		RECOMMANDATION	PRESCRIPTION	INJONCTION		
I. GOUVERNANCE						
1.4	• Disposer d'un projet d'établissement en cours de validité, avec validation des instances		X		Article L311-8 du CASF	Réalisé_sans objet
	• Élaborer un projet de service spécifique au PASA, avec validation des instances		X		Article D312-155-0-1 du CASF	Réalisé_sans objet
1.6	• Mentionner les liens hiérarchiques et fonctionnels sur l'organigramme	X				Réalisé_sans objet
II. FONCTIONS-SUPPORT						
	(Néant)					
III. PRISE EN CHARGE						
3.4	• Élaborer un projet d'accompagnement personnalisé pour chaque résident			X	Article L311-3 7° du CASF Article D312-155-0 (3°) du CASF Fiche Repère "Le projet personnalisé : une dynamique du parcours d'accompagnement (volet EHPAD)" octobre 2018- HAS	6 mois
3.5	• Intégrer le projet de soins et le projet de vie du résident dans son projet d'accompagnement personnalisé (selon exemple transmis)		X		Article D312-155-0 (3°) du CASF	Réalisé_sans objet

## Annexe 1 : Protection des données personnelles

Pour mener à bien ses missions de contrôle et d'inspection, l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire procède à un traitement en application des dispositions inscrites à l'article 6-1 c) du Règlement général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016.

Dans ce cadre, les données collectées sont communiquées aux membres des équipes d'inspection et de contrôle, à la Mission Inspection Contrôle ainsi qu'aux personnes, internes ou externes à l'ARS, chargées de gérer leurs suites. En tant que de besoin, elles peuvent être communiquées aux Ordres professionnels et aux Procureurs de la République.

Elles sont conservées tant que de besoin pour assurer le suivi des mesures et font l'objet d'une destruction à échéance des besoins de conservation.

De plus et conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, au RGPD et dans les conditions prévues par ces mêmes textes, les personnes dont les données personnelles font l'objet d'un traitement disposent d'un droit d'accès, de rectification, de modification des données les concernant, dont le site de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) en donne le détail : <https://www.cnil.fr/fr/les-droits-pour-maitriser-vos-donnees-personnelles>

Toute demande d'exercice de ces droits ou toute question relative au traitement des données est à effectuer auprès du Responsable des traitements ou de la Déléguée à la Protection des Données (DPO) de l'ARS Centre-Val de Loire :

- par courriel :  
[ARS-CVL-RGPD@ars.sante.fr](mailto:ARS-CVL-RGPD@ars.sante.fr)

- à défaut, par courrier :

Déléguée à la protection des données  
Secrétariat Général  
ARS Centre-Val de Loire  
131 rue du faubourg Bannier – BP 74409  
45044 ORLÉANS Cedex 1

Toute demande de réclamation est à adresser auprès de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/adresser-une-plainte>